

1995 oct - déc N° = 1011 - 1012... 1019 - 1022
HORS-SERIE N° 5 Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

5 AU 11 OCTOBRE 1995

N° 1011

10,00 F

Après un début sous la pluie, l'automne sera-t-il chaud ? Soyons prudents, on a tant de fois annoncé des printemps brûlants et des rentrées orageuses!... Cependant, en cet An I de l'ère chiraquienne, la météo sociale pourrait bien être secouée par quelques turbulences.

Les fédérations de la fonction publique ont lancé un appel à la grève pour le 10 octobre. Il n'est pas impossible que le mouvement s'étende à la SNCF, à EDF-GDF, à la Poste et aux Télécom. Il s'agit de riposter au gel des salaires pour 1996.

Déjà, à la Poste, des grèves ont affecté les centres de tri de Bretagne. Les grévistes s'opposent aux compression d'effectifs, à l'augmentation des cadences, au recours accru aux « précaires », employés en « bouche-trou, avec des horaires impossibles », une situation que dénonce le SUD⁽¹⁾.

A la SNCF aussi il s'agit de refuser les suppressions d'emplois, notamment chez les roulants (5000 par an !) alors que le trafic augmente. De Rhône-Alpes à Toulouse, de Bordeaux à Marseille, les grévistes des réseaux régionaux revendiquent « des embauches massives », « l'arrêt des restructurations », « l'augmentation des salaires ».⁽²⁾

Un intense pilonnage

Tous les ingrédients sont réunis, dans le secteur public, pour que l'on assiste le 10 octobre à un mouvement de grande ampleur (et, pourquoi pas, pour qu'il continue, après le 10 dans les secteurs les plus combatifs). Mais soyons sans trop d'illusions : il faudra une sacrée poussée pour faire reculer un

pouvoir soumis à l'extraordinaire pression de ceux qu'il doit servir. En plaçant dans le colimateur les « privilégiés » des fonctionnaires, Madelin répondait à l'attente d'autres privilégiés nettement plus huppés. Thatcher en falzar, il a tout fait pour « tomber à droite » - et même la droite extrême - afin de servir de recours le jour où la classe dominante voudra durcir en core plus sa politique « sociale ».

L'offensive qui s'annonce est précédée d'un intense pilonnage. Tous les calibres y participent, depuis les plus petits des médias à la botte jusqu'aux économistes les plus distingués. Les milieux boursiers, les « investisseurs » internationaux, les grands patrons tonnent sans arrêt.

Pour l'OCDE, il est urgent d'élaguer « les postes de dépenses important, à savoir les rémunérations des fonctionnaires et les dépenses sociales » (3). M« les postes de dépenses important, à savoir les rémunérations des fonctionnaires et les dépenses sociales » (3). Même son de cloche du côté des « investisseurs » de la City « défiants sur le franc » qui trouvent que Juppé ne va pas assez vite pour « s'attaquer aux charges sociales trop élevées » et « au statut trop généreux de la fonction publique ».

« Le Monde » résumait la situation en titrant : « les marchés financiers jurent sévèrement le projet de budget ». Résultat : « La Bourse de Paris, le franc et les obligations françaises étaient en baisse sensible » et « les intervenants ont observé des ventes massives de titres français de la part de plusieurs grands fonds de gestion américains ». Ces braves gens de la finance savent se faire comprendre!...

Juppé le choqué...

Pour apaiser ces « investisseurs » inquiets Juppé n'avait plus qu'une solution : reprendre à son compte le joyeux programme de Madelin. C'est fait. Il vient de déclarer : « Est-il possible que les uns cotisent quarante ans et les autres trente-sept ans et demi ? Moi ça me choque. »⁽⁴⁾ Les fonctionnaires sont prévenus. Eux qui ont une propension à voter à gauche peuvent remercier Rocard. C'est dans son fameux livre blanc sur la sécu qu'il préconisait

SUR LE FRONT SOCIAL LA MEILLEURE DEFENSE C'EST L'ATTAQUE

Chaque lendemain d'essai nucléaire, une manifestation aura lieu à Paris à 18 h, sur la place de la Bastille.

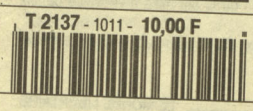
l'augmentation de la durée des cotisations du régime général, une mesure que Balladur s'est empressé d'appliquer, ce qui, automatiquement, a transformé les salariés du secteur public en « privilégiés ». Il convient de rappeler aussi que le sieur Rocard approuve pleinement le gel des rémunérations des fonctionnaires décrété par le « choqué » Juppé... Tout ça n'empêche pas que les retraités du régime général

soient encore dans le colimateur. Il est de plus en plus question, en effet, d'une augmentation massive de leurs cotisations qui seraient ainsi ramenées au niveau de celles des actifs. Une mesure douloureuse pour le modeste budget de bien des retraités. Enfin le système actuel par répartition est également visé. Arthus, le digne successeur de Madelin, vient de déclarer que le projet sur les fonds de pension est « pratique-

ment prêt ». Madelin, nous dit-on, en était un chaud partisan », tout comme les Compagnies d'assurance. Sans oublier Raymond Barre, ce grand - et gros - serviteur du capital, qui en a fait depuis longtemps son cheval de bataille. Il s'agit de mettre en route une pompe à fric pour utilisation immédiate. Quant aux prestations qui seront versées dans vingt ou trente ans!... Peut-être assistons nous

(suite p. 3)

LA SOUSCRIPTION POUR DE NOUVEAUX LOCAUX RL/ML CONTINUE (chèque à l'ordre de DMC). Nouvelles de la souscription en cours dans le prochain numéro.



FOP 2520

Lutte ouvrière et la bombe...

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, UNE importante campagne contre la reprise des essais nucléaires se développe. Une multitude d'associations, d'organisations, d'individus se sont regroupés pour s'y associer. La position politique de l'organisation Lutte ouvrière mérite toute notre attention. Son absence à la manifestation du 1er juillet 1995 fut justifiée dans son hebdomadaire du 23 juin : « En tant que communistes, nous sommes pour l'armement du prolétariat. Ce qui signifie, pour les opprimés, le droit de posséder toutes les armes que possède l'adversaire. Il n'y a pas d'armes plus ou moins humanitaires, c'est seulement la façon de s'en servir qui peut l'être. De quoi méditer tout l'été... »

Dans la revue *Lutte de Classe* (septembre/octobre 1995), éditée par LO, on relève un article intitulé : « Contre les essais nucléaires... et contre le pacifisme ! », dans lequel la même idée est développée. Texte qui provoque un certain frisson dans le dos, et disons-le, une certaine colère. Nous lisons ainsi : « Notre opposition aux essais nucléaires français se fonde en premier lieu non pas sur les risques que ceux-ci feraient courir à l'environnement, ni sur une condamnation de principe de l'arme atomique en tant que telle, mais sur le fait que c'est une puissance impérialiste, la France, qui se livre à ces expériences [...] ». Tout d'abord, le « conditionnel » employé à propos des risques engendrés par les essais démontre le mépris de LO pour l'environnement et la santé des populations, les habitants du Pacifique apprécieront à leur juste valeur de tels propos, mais surtout

l'auteur reprend à son compte la thèse gouvernementale sur leur innocuité. Selon ces « communistes révolutionnaires », il existerait donc de bonnes et de mauvaises bombes atomiques. On nous ressort ainsi les vieilles théories marxistes, venues tout droit des tiroirs poussiéreux du Kremlin... Là encore, les victimes des essais nucléaires de l'ère stalinienne jugeront les affirmations criminelles de leurs « camarades » français...

« Alors, bien sûr », affirme l'auteur, « utiliser des bombardements terroristes contre les populations, même dirigées par les pires réactionnaires, n'aurait pour des révolutionnaires prolétariens aucun sens. Mais cela ne signifie pas qu'ils devraient renoncer par principe à l'arme atomique, qui a certes été utilisée en 1945 comme une arme terroriste contre les populations mais qui ne l'est pas plus par essence que bien des engins "conventionnels" [...]. »

De quoi frémir ! Comment peut-on légitimer l'horreur par l'horreur, accepter la logique guerrière des Etats et justifier à l'avance d'éventuels massacres ? De plus, le danger spécifique de ces armements, autrement dit le péril radioactif, est minimisé, voire nié.

Et il poursuit : « Ce qu'il y a justement de choquant dans la politique actuelle du gouvernement, ce n'est pas seulement le fait de se livrer aux essais en cours, c'est aussi le fait de se prononcer pour l'interdiction ultérieure de tout essai, c'est-à-dire d'affirmer que l'arme nucléaire doit rester le monopole des grandes puissances qui la détiennent actuellement, et que les pays plus petits, ou moins riches, qui ne la possèdent pas



Sous les bérets... LA VASE

Réalisation C.O.T. Albi.

encore, doivent en être écartés à jamais ». Effarant ! Selon la logique trotskyste, d'autres Etats devraient se doter de l'arme nucléaire. Le risque de sa prolifération et de multiplication des conflits est passé sous silence. Sa possession ne prouverait-elle pas plutôt que le pays est aux mains d'un régime fort ?

Pour l'auteur : « [...] la signification militaire des essais nucléaires français actuels [...] est celle d'une démonstration de force de la part de l'impérialisme français par rapport à tous les peuples qu'il domine et à qui il refuse le droit d'accéder aux mêmes armements. Et c'est à cause de cela que les communistes révolutionnaires doivent condamner ces essais, bien plus qu'à cause des risques, tout relatifs, de pollution du Pacifique, qui sont certes parfaitement inutiles, mais pas forcément plus importants que ceux entraînés par le fonctionnement de bien des industries ». Là encore, pourquoi justifier une pollution qualifiée de relative par le fait que d'autres industries polluent. Alors que c'est à la pollution dans toutes ses formes qu'il faut s'attaquer. Avec une telle argumentation, tout est justifiable : atrocités, massacres parce que ceux-ci ne seraient « pas forcément plus importants que »...

Et il conclut son texte en ces termes : « Nous devons de la même manière exprimer notre opposition à l'armement nucléaire français, aux essais nucléaires français, sans faire nôtre pour autant le langage de ceux qui condamnent l'armement en général, ou l'arme atomique en général. Nous condamnons les essais nucléaires français parce que nous combattons le système

impérialiste mondial, notre propre impérialisme en premier lieu, mais nous reconnaissons à tous les peuples opprimés par l'impérialisme le droit de s'armer comme ils l'entendent pour lui résister ». L'industrie de l'armement serait donc une industrie comme les autres puisqu'il n'y a pas lieu de la dénoncer. Les essais nucléaires chinois (qui ne sont, comme par hasard, pas mentionnés dans le texte) sont certainement inoffensifs. Nous proposons donc aux militants de LO d'être utilisés comme « cobayes humains » lors des prochains essais dans ce pays, tout comme de nombreux soviétiques furent à leur insu... Lorsque l'auteur accorde aux « peuples opprimés par l'impérialisme le droit de s'armer comme ils l'entendent », il serait plus juste qu'il introduise la notion d'Etat à qui il reconnaît le droit de se doter de l'arme nucléaire. Ne lui en déplaise, je pense sincèrement que les populations n'en ont que faire. Seul un pouvoir peut maîtriser un tel armement au mépris avant tout

de sa propre population. L'argent consacré à l'armée ne manque-t-il pas dans d'autres secteurs de la vie sociale ?

Comme nous venons de le voir, l'Union communiste internationale, dont LO est la principale composante, prend la défense de l'arme atomique et légitime l'équilibre de la terreur, alors qu'un des périls actuels est justement la prolifération des engins de morts. Selon leur dialectique, il doit exister un « bon » nucléaire civil (citons, par exemple... Tcherno-byli). De plus, tout au long de son article, l'auteur ne cesse de condamner l'impérialisme français, mais oublie de mentionner le droit du peuple polynésien à l'indépendance...

Décidément Lutte ouvrière vient, une nouvelle fois, de démontrer que l'émancipation de l'Homme ne passait pas par les théories marxistes. On le savait déjà, merci quand même de nous le rappeler...

JEAN-CLAUDE PASCAL

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

libertaire
Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

A PARTIR DE L'EXEMPLE DE MARCOULE (GARD)

Le nucléaire : un atout national pour la CGT

La CGT, courroie de transmission du PCF, repart en campagne ! Ses dirigeants syndicaux, comme ceux du Parti, n'acceptent pas que nombre de travailleurs ne leur fassent plus confiance, courent après les voix et les pourcentages. Ainsi, ils se veulent le fer de lance des luttes et les générateurs d'emplois, et ceci à n'importe quel prix.

Ne s'opposant pas au nucléaire civil et militaire, ni à l'enfouissement des déchets dans le département du Gard, les syndicalistes CGT sont reçus sur le site de Marcoule, d'où ils parlent de lutte pour l'emploi comme d'autres parleraient de la pluie et du beau temps (quel bel humanisme !), ne dérangeant ainsi en rien le pouvoir en place.

François Duteil est clair. En bon secrétaire confédéral, il conclut sa visite par : « Marcoule est un atout national qu'il faut valoriser ! ». D'un côté, lui et son parti se lamentent sur la reprise des essais en Polynésie, mais, de l'autre, acceptent le nucléaire. C'est digne de la politique de la langue de bois.

Par le passé, les communistes ont fustigé leurs amis socialistes, mais ont tout de même appelé à voter pour eux (cf. le second tour de l'élection présidentielle). Puis, ils ont fustigé la droite, mais en demeurent des partenaires privilégiés, ceci pour amortir les mauvais coups contre ceux qu'ils sont sensés défendre ! A ce sujet, Robert Hue n'a-t-il pas fait l'éloge du nouveau président, quand celui-ci reçut à l'Élysée tous les dirigeants des partis politiques (cf. « l'opposition constructive ») ?

On est loin de la CGT d'il y a un siècle. Celle d'une autre époque, il est vrai ! La CGT, c'est désormais une vieille dame qu'ils ont mise à l'hospice depuis bien longtemps.

MICHEL (gr. FA de Nîmes/Bagnols-sur-Cèze)

(suite à la page précédente)

Où s'On le privé, aussi en co des r de l'E faire a des e pas d' Pendant coup nent à social plus « préc s vient patron « paus Les p

Si, fa que suiv "min fonction se fo fonc mani défe retrai que, com enjeu 24 he d'aus Côté d'un ména ment alloca resso reng "abus Côté précé budg Franc C.N.F exige Ces f évide de ch Initiati du ch d'entr la ball de l'i repris metter C'est tèleme

(suite de la - une -)
à la préparation de la grande
amaque du XXI^e siècle...

Où se nichent les privilégiés ?

On le voit, les pros du secteur privé, actifs ou retraités, sont eux aussi concernés par l'offensive en cours. D'ailleurs le blocage des rémunérations des salariés de l'Etat incite les patrons à en faire autant. Ainsi, à la Lyonnaise des eaux, le PDG l'a annoncé : pas d'augmentations en 1996.

Pendant ce temps, dans beaucoup de boîtes, les singes piétinent allègrement la législation sociale et emploient de plus en plus de la main-d'œuvre dite « précaire ». Partout les conditions de travail s'aggravent. On vient de voir, en Bretagne, un patron tentant de réglementer les « pauses-pipi » !...

Les profits, eux, s'envolent.

Madame Bettencourt vient de se payer une demi-douzaine de yachts à plus d'un milliards de centimes pièces. La famille Michelin a ramassé 150 milliards de centimes en six mois. Même performance pour François Pinault, et sa holding familiale, principaux propriétaires du groupe Pinault-Printemps (Le Bon Marché, La Redoute, Conforama, la FNAC, etc.). Les dossiers du « Canard » nous apprennent que ce bon Monsieur Pinault a pu compléter sa collection d'art contemporain...

Les salariés du privé ont donc d'excellentes raisons de se joindre à leurs petits copains du secteur public qu'ils auraient grandement tort de considérer comme des « privilégiés ». Le privilège, ça se niche dans les châteaux, dans les hôtels parti-

culiers, dans ces grandes familles qui, souvent se dissimulent derrière quelque P.-D.G., comme par exemple la famille Peugeot derrière le grimaçant Calvet...

« Cohésion sociale » ou lutte des classes ?

C'est bien connu, la meilleure défense c'est l'attaque. Mais, face à la formidable offensive lancée par le capital, par la finance internationale et par le pouvoir contre l'ensemble du monde du travail, une journée de grève, même massivement suivie, ne suffira pas. Pour organiser la lutte nécessaire il est évident qu'on ne peut rien attendre de ces bureaucrates des fédérations qui, dans leur appel aux fonctionnaires, développent de singuliers

arguments, selon lesquels les services publics seraient « des outils indispensables pour réduire la fracture sociale » et qu'en s'en prenant aux fonctionnaires, le gouvernement « met en péril la cohésion sociale ». Un vocabulaire qui est du Chirac pur sucre de la campagne électorale. Drôle de « syndicalistes » qui se transforment en plâtriers de la « cohésion sociale », en rebouteux de la « fracture sociale ». Alors qu'il nous faut un syndicalisme de lutte de classes...

Sébastien BASSON

- (1) « Le Monde » du 22 septembre 1995
- (2) Idem
- (3) « Le Monde » des 24/25 septembre 1995
- (4) « Le Monde » du 26 septembre 1995

VITRY

L'atelier SNCF vers une mort annoncée

L'atelier de Vitry vers une mort annoncée

Pour appliquer la politique « affairiste » décidée par le pouvoir politique et économique à savoir, créer un grand centre européen à Paris, il est aujourd'hui question de changer le visage de l'est parisien à l'image des quartiers les plus huppés de la capitale. Effectivement, « ils » vont raser de la gare d'Austerlitz à Choisy-le-Roi. L'atelier de Vitry, se trouvant sur le chemin de la démolition, devrait disparaître d'ici l'an 2000.

Actuellement, sur l'ensemble du secteur de l'atelier proprement dit, du secteur de maintenance et du centre de formation des apprentis, l'effectif est de l'ordre de 700 agents.

Il est prévu d'après le C.C.E. des 11 mai et 23 juin derniers de transférer les activités des révisions et modifications des rames de banlieue du secteur atelier vers St Pierre des Corps. Pour arriver à ce stade, la direction va supprimer 80 emplois par an jusqu'à son terme. Déjà, 40 emplois ont été supprimés en 1994. En reversant par étapes certains travaux à St Pierre des Corps, la S.N.C.F. va proposer quelques reclassements aux agents, mais au compte-goutte sur d'autres sites comme à Tours (100 emplois sur 6 ans), à Limoges (40 emplois sur 6 ans), à Bordeaux (30 emplois sur 6 ans) et sur d'autres régions ainsi que sur Paris. Il est évident que des agents se retrouveront sans emploi. Par contre, à l'atelier de St Pierre des Corps, la productivité va encore s'accroître. Il est à craindre pour le travail fini surtout concernant la sécurité comme les révisions touchant les boogies.

Il est à signaler que l'atelier venait d'être modernisé. L'argument de ce transfert de la S.N.C.F. serait de « rendre des emplois à la province ». Face à la mort de l'atelier, les syndicats, surtout la C.G.T., bastion de l'endroit, essaient de se refaire une santé par quelques grèves mais sans grand résultat. Une mobilisation locale a peu de chances de réussir. Il est important de l'élargir. Mais les syndicats cultivent le corporatisme.

Pascal JOURDAIN

Quand les mauvais coups pleuvent, la grève générale s'impose !

Si, face aux attaques du gouvernement, il importe que la grève du 10 octobre soit massivement suivie, cette journée de protestation est un « minimum syndical »... Quand les salariés de la fonction publique voient leurs salaires bloqués et se font traiter de « privilégiés », les fédérations de fonctionnaires ne peuvent faire moins. De manière très classique, l'accent est mis sur la défense du pouvoir d'achat, de l'emploi, des retraites et du service public. Aussi, peut-on dire que, malheureusement, la riposte, sur le fond comme sur la forme, n'est pas à la hauteur des enjeux. Ce ne sont pas des grèves parcellaires de 24 heures qui pourront faire barrage à la politique d'austérité et aux velléités du patronat !

Côté gouvernement, chaque jour voit l'annonce d'un nouveau mauvais coup : imposition des ménages les plus modestes, hausse des prélèvements sociaux (C.S.G.), assujettissement des allocations familiales à de nouvelles conditions de ressources, chasse aux « Faux Chômeurs » (vieille rengaine) et à ces fainéants de Rmistes qui « abusent » (avec 2 000 F ou moins par mois !).

Côté patronat, on assiste à une surenchère sans précédent. Alors que les aides à l'emploi, avec le budget « Juppé » montent à près de 80 milliards de Francs (plus que le fameux « trou » de la Sécu !), le C.N.P.F., loin de se contenter de ces cadeaux, exige « que l'on passe aux choses sérieuses ».

Ces faits appellent plusieurs remarques. Il est évident que les multiples primes et exonérations de charges ou les mesures comme le Contrat Initiative Emploi, n'entraîneront pas de diminution du chômage. Alors, depuis plusieurs mois, chefs d'entreprises et dirigeants politiques se renvoient la balle, aucun d'eux ne voulant porter le chapeau de l'inévitable échec ! Accusés à plusieurs reprises de « ne pas jouer le jeu », les patrons se mettent à vilipender une politique « trop timorée ». C'est dire ce qu'ils attendent, à savoir : le démentèlement en règle des services publics, la casse

du système de protection sociale, la flexibilité à tout crin des horaires de travail, la suppression du S.M.I.C., etc. Dans un climat tendu mais marqué par la faiblesse du mouvement social, ils n'ont rien à perdre dans cette stratégie jusqu'au boutiste, bien au contraire ! En comptant sur un Etat fort pour maintenir l'ordre, ce choix de l'ultra-libéralisme leur permet, en fin de compte, d'anticiper sur les événements. La raison essentielle de cette radicalisation se trouve dans le contexte capitaliste lui-même. Pour les grands barons de l'industrie et de la finance, qui prospèrent sur les marchés internationaux (et qui font la loi dans les organisations patronales), une seule chose compte : faire baisser les coûts de production. L'argument Keynésien de la « relance de la consommation » les indiffère au plus haut point ; peu leur importe si le pouvoir d'achat de la majorité des salariés s'effondre dans un mouvement de paupérisation et de précarité généralisée. Par conséquent, la gestion consensuelle du système, le partenariat avec la société civile, n'est plus à l'ordre du jour. Ceux qui rêvent de retrouver le « deal » qui avait existé dans les trente années d'après-guerre, se leurrent totalement : la bourgeoisie est décidée à ne rien lâcher et à balayer toutes les résistances.

Nous n'échapperons donc pas à l'épreuve de force. Pour notre part, nous affirmons que s'arc-bouter sur les vieux schémas de la Gauche, consistant à trouver un équilibre des forces sans remettre en question le système, conduit à une impasse. Les événements s'accroissent et si nous voulons lutter contre l'injustice sociale et les inégalités, il faudra commencer par une véritable grève générale, celle qui menace directement les patrons dans leurs profits, celle qui proclamerait haut et fort notre refus du capitalisme. C'est cela que nous devons préparer aujourd'hui !

Régis - Groupe Kronstadt LYON

SOLIDARITÉ

La FASTI en danger !

La Fédération des Associations de Solidarité aux travailleurs Immigrés (FASTI) a été la première cible de Monsieur Raoult, ministre de l'Intégration. Celui-ci a décidé de réduire de moitié les subventions annuelles qui lui sont versées au titre du Fonds d'Action Sociale (FAS), alimenté par les cotisations sociales des travailleurs immigrés, soit 500 000 F. Cette décision va dans le sens des lois Pasqua. Après avoir mis en place un processus législatif qui tend à éliminer toutes possibilités pour un immigré sans papiers de vivre en France, c'est aux associations que ce nouveau gouvernement veut faire payer leur opposition aux expulsions et la solidarité avec tous les immigrés. D'ailleurs, celui-ci ne s'en est pas caché et a ouvertement présenté cette réduction de subvention comme une sanction liée aux prises de positions et aux actions de la FASTI : « On ne peut pas financer, avec des fonds publics, un contre-pouvoir ! ».

Cette attaque en règle n'est pas la première : l'ASTI d'Orléans a vu un de ses militants, J.-P. Perrin, inculpé par Pasqua, pour avoir rédigé un tract dénonçant les camps de rétention d'immigrés. L'ASTI de Nantes a été mise en cause pour son soutien aux demandeurs d'asile.

L'un des arguments du bureau du ministre Raoult, c'est l'édition d'une bande dessinée diffusée par la commission « Jeunes » de la FASTI, qui pour lui est un outil de propagande aux fins de contourner les lois Pasqua. Ces énarques du bureau du ministre n'ont pas peur de professer de telles absurdités ! Cette bande dessinée n'est, en fait, que le constat effroyable de ce que peut vivre un immigré sous le régime des lois Pasqua.

En coupant les subventions, le gouvernement veut casser le réseau associatif des ASTI, en rendant impossible le fonctionnement de la Fédération. La FASTI a souvent joué un rôle déterminant dans les luttes en faveur des droits pour les immigrés (Droit d'asile, mariage, manifestations antiracistes...) et cela depuis 28 ans, face à tous les gouvernements (de droite comme de gauche).

Le fonctionnement de la Fédération est déjà gravement mis en cause, puisqu'une procédure de licenciement a dû être engagée à l'égard des trois permanents du siège national.

Soutenir la FASTI, c'est combattre le racisme d'Etat, c'est se positionner en faveur de l'égalité des droits entre Français et étrangers.

D'ores et déjà, il faut multiplier les protestations et les adresser à Monsieur Raoult, Ministre de l'Intégration, 1, place Fontenoy, 75350 Paris. Fax : 40.56.58.61. Les soutiens (y compris le financier — CCP 1 526 92 I Paris) sont à envoyer au siège de la FASTI, 4, square Vitruve, 75020 Paris. Fax : 43.64.04.73.

GROUPE
EMMA-GOLDMAN (Bordeaux)

N.B. : pour contacter la FA en Gironde, écrivez à : L'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (permanence : samedi, de 15 h à 17 h).

Crash disques présente
jeudi 5 octobre - 20 h - IVRY
• RAYMONDE
et LES BLANCS BECS
• SPICY BOX
• LES GNOMES
et LE BAWAWA SON
(sound system)
au PARC des CORMAILLES
(sous le petit chapiteau)
avec double scène,
tables de presse et stands
M^e Mairie-d'Ivry ou RER C Ivry
Entrée : 50 F (chômeurs, étudiants,
moins de 25 ans...) et 100 F

CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

Quand la mécanique étatique triomphe face aux individus

ILS DEVAIENT se marier ce matin. Les bans avaient été publiés, la famille prévenue, les amis invités et les préparatifs pour la cérémonie presque terminés. Marie-Madeleine avait déjà acheté sa robe de mariée, Sergio son habit et les demoiselles d'honneur leurs tenues bleues et roses, couleur de dragées. On avait retenu la table du restaurant. On avait commandé les fleurs. De la famille ou des amis, venant de loin, avaient déjà acheté leur billet de train et réservé leur chambre d'hôtel. Cela aurait dû être un beau mariage. Seulement voilà, trois jours avant la cérémonie, le procureur ordonne un sursis à exécution...

C'est parfaitement son droit car, si Marie-Madeleine est française, Sergio, lui, est haïtien et en irrégularité de séjour. Demandeur d'asile débouté en 1993, il avait reçu une invitation à quitter le territoire, suivie d'un arrêté de reconduite à la frontière. Quand l'étranger est en irrégularité de séjour, il y a présomption de mariage « blanc ». Le maire saisis alors le procureur qui diligente une enquête auprès des services préfectoraux, afin de vérifier s'il s'agit bien d'un vrai mariage.

La police est venue au domicile de Sergio et de Marie-Madeleine alors qu'ils étaient tous les deux absents. Les enfants que Marie-Madeleine avait eus d'un premier mariage leur ont ouvert la porte. Les flics ont visité tout l'appartement ; ils ont fouillé dans les placards et sont entrés dans la salle de bain. Ils ont trouvé la brosse à dent de Sergio, ainsi que ses vêtements. Après, ils ont voulu pénétrer dans la chambre à coucher. Comme elle était fermée à clef, ils sont devenus soupçonneux. L'aîné des enfants leur a expliqué que c'était pour empêcher son petit frère de sauter sur le lit. Ils ont alors demandé dans quelle pièce dormait Sergio, et les enfants ont répondu qu'il couchait dans le lit, avec maman.

Marie-Madeleine a reçu une convocation au commissariat. On lui pose un tas de questions. Depuis

quand connaît-elle Sergio et si elle sait qu'il est en irrégularité de séjour. Elle répond qu'ils vivent ensemble depuis janvier 1994, et qu'il lui avait dit être sans papiers quelques mois plus tard. L'enquêteur lui demande alors pourquoi ne l'avait-elle pas quitté à ce moment-là ? (1) Il essaie aussi de lui faire croire que Sergio avait déjà voulu épouser une Française avec qui il vivait avant. Mais Marie-Madeleine sait bien que c'est faux, car la fille est une amie à elle et il n'a jamais été question de mariage entre eux.

La raison d'Etat ignore les portes des chambres à coucher

Alors, c'est au tour de Sergio de recevoir une convocation. Il fait confiance, puisque c'est pour les besoins de l'enquête. Aussitôt arrivé, il se fait arrêter et mettre dans un centre de rétention. Utiliser une enquête ordonnée par le procureur, qui désire établir en toute connaissance de cause s'il doit donner son avis favorable à un mariage, est un détournement de procédure.

Marie-Madeleine a pris un avocat, qui dépose une requête de sursis à exécution de l'arrêté de reconduite à la frontière. Il demande qu'on permette aux jeunes gens de s'épouser avant que Sergio ne soit reconduit. Il s'engage à retourner en Haïti, chercher un visa, tout de suite après la célébration du mariage. Le sursis n'est pas accordé. Sergio est présenté devant le juge délégué. L'avocat essaie d'obtenir que son client soit assigné à résidence en vertu de l'article 35 bis, mais la police refuse l'entrée de la salle d'audience à Marie-Madeleine qui apportait toutes les garanties de représentation (2). Elle commet de ce fait une illégalité qui, semble-t-il, se pratique fréquemment à Cergy-Pontoise. Curieusement, l'appel

déposé par Sergio, n'est pas non plus enregistré. Sergio est emmené au centre de rétention de Mesnil-Amelot. On essaie de le mettre dans l'avion, mais il refuse d'embarquer. Trois jours plus tard, au Tribunal de Grande instance de Bobigny, Sergio doit être jugé en Correctionnelle pour le délit d'irrégularité de séjour et de refus d'embarquement. Il risque une peine de trois mois de prison, assortie de trois ans d'interdiction du territoire. La présence de Marie-Madeleine fait bon effet sur le président qui s'aperçoit que, dans le dossier qui lui a été remis, la Préfecture a passé sous silence cette probabilité de mariage avec une Française. La nationalité de Marie-Madeleine n'était pas mentionnée puisque le juge, qui la croyait elle aussi en irrégularité de séjour, était déjà tout prêt à lui supprimer ses allocations familiales !

L'avocat commis d'office demande l'ajournement du jugement au 21 août, date à laquelle le procureur doit rendre son avis. Il invoque la difficulté de réaliser une enquête sur une personne qu'on expédie à des milliers de kilomètres. On lui répond qu'il s'agit là de deux procédures différentes. L'ajournement est refusé. Le président condamne Sergio à seulement un an d'interdiction de territoire, mais avec une exécution provisoire, c'est-à-dire immédiate.

Les deux amoureux sont en larmes. Ils vont donc être séparés. Marie-Madeleine ne pourra pas suivre Sergio pour se marier avec lui en Haïti. En effet, elle-même, originaire de ce pays, est arrivée naguère en France avec un statut de réfugiée politique. Il lui serait par conséquent dangereux de retourner en Haïti. Finalement, la justice aura réussi à empêcher ce mariage. Elle aura fait obstruction à ce droit fondamental, à cette liberté de tout individu qui ne saurait être retirée même aux plus grands criminels (3).

CLAUDE

CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

Un couple devant les juges

Jeudi 28 septembre, ont comparu devant le Tribunal correctionnel de Nanterre Sylvia Bruez et Anselme Ganga, accusés d'avoir osé braver la souveraineté de l'Etat. En effet, ce jeune couple (lui est Congolais et elle — une Blanche — de nationalité française), avait assigné en référé le maire d'Antony, qui refusait de les marier. Une première fois déjà, le procureur avait décidé un sursis à la célébration de leur mariage qui aurait dû avoir lieu, trois jours plus tard, à la mairie de Cergy-Pontoise. Il invoquait un motif prohibitif qui consistait à dire qu'Anselme n'habitait pas à l'adresse qu'il avait donnée. En effet, la police ne l'avait pas trouvé quand elle s'était rendue à son domicile pour les besoins de l'enquête, diligentée par le procureur. Les policiers avaient réussi à faire dire à la sœur d'Anselme, qui habitait à cette adresse, que son frère venait dormir là de moins en moins souvent. Ainsi, était née une suspicion sur la domiciliation d'Anselme, qui avait permis au procureur de maintenir son opposition au mariage. Cette pratique, qui est de plus en plus courante, permet de contourner le droit constitutionnel ainsi que

la Convention européenne, car, selon la loi, le défaut de consentement est le seul motif que peut invoquer un procureur pour empêcher un mariage. Le tribunal de Nanterre, bien qu'il n'ait pas la compétence territoriale pour s'occuper d'une affaire qui concernait le Val-d'Oise, jugeait Anselme pour avoir séjourné irrégulièrement en France depuis 1990. Quant à Sylvia, elle devait être punie pour avoir aidé un étranger en séjour irrégulier. Le procureur réclama pour Anselme une peine de prison ferme et, pour Sylvia, une peine avec sursis et la déchéance de ses droits civiques. Le résultat du délibéré sera rendu le 12 octobre, à 13 h 30, à la 18^e chambre du Tribunal de Grande instance de Nanterre.

Les dirigeants des Associations de défense des immigrés, qui étaient présents dans la salle et qui désiraient témoigner en faveur du couple, ont été fustigés par le président, qui non seulement a refusé de les entendre mais a menacé de les inculper eux aussi pour aide aux étrangers en situation irrégulière.

CLAUDE

(1) Selon le nouveau code pénal, toute personne ayant aidé un étranger à se maintenir sur le territoire français en situation irrégulière est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 5 ans de prison et 200 000 F d'amende !

(2) L'article 35 bis stipule que lorsque l'étranger dispose de garanties de représentation effectives, il peut être assigné à résidence. On lui prend alors son passeport et on lui donne un récépissé sur lequel est inscrit la date à laquelle il doit se représenter pour l'embarquement.

(3) Convention européenne des droits de l'Homme du 4 novembre 1950 :

— Article 12. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille.

— Article 14. La jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

L'as
train
1994
Salvad
fou au
cultés
nelles
de Par
Varso
arrivé
1 500 f
75 an
sociale
Selon
en tra
objet
promot
thèmes
et l'ex
notam
confé
rencon
culture
De ne
organi
artisti
Zarma
des pro
collabo
nationa
Créteil.
Ce fu
de fête,
clos de
Laure
Vangel
l'émissi
Radio L
au Foru
gouver
L'éditi
prévue
tages.
Tout a
« Femm
CLERM
Le grou
nence (av
14 h et l
63000 C
nombre d
CONQU
Le 9 oct
Somport
Carcasso
soutien, le
au gymn
de Carca
Au progr
Raskasse
folk-rock).
une table
Groupe
cedex.
DEUX-SÈ
Les symp
Deux-Sev
agir, peuv
groupe FA
des Comm
LILLE
• Ventés
libertaire (

EN ROUTE POUR LA CONFÉRENCE DES FEMMES A PÉKIN

Train de femmes et train de flammes

L'association « Femmes en train pour Pékin », créée en 1994 à l'initiative de Maya Salvado Ferrer, a gagné son pari fou au prix d'innombrables difficultés financières et organisationnelles : 150 femmes sont parties de Paris, le 19 août, via Berlin, Varsovie, Moscou, et sont arrivées le 29 août à Pékin ; 1 500 femmes de tous âges (20 à 75 ans), de toutes origines sociales et géographiques.

Selon ses statuts, « Femmes en train pour Pékin » avait pour objet « d'encourager et de promouvoir la réflexion sur les thèmes de la conférence de Pékin et l'expression des femmes, notamment : en concevant des conférences, des débats, des rencontres, des interventions culturelles... »

De nombreux ateliers furent organisés, des interventions artistiques, avec notamment les Zarmazones et les Mafu Cage, des projections de films avec la collaboration du Festival international de films de femmes de Créteil.

Ce furent 11 jours de travail, de fête, d'échanges dans l'espace clos de ce train inouï.

Laurence Hughes et Laure Vangeleyn ont représenté l'émission « Femmes Libres » de Radio Libertaire dans le train et au Forum des organisations non gouvernementales (ONG). L'édition d'une cassette est prévue à partir de leurs reportages.

Tout au long du mois d'octobre, « Femmes Libres » invitera des

femmes, des associations présentes à Pékin.

Concernant la conférence elle-même, en attendant bilans et analyses, on peut dire rapidement que les résultats sont très mitigés. On note :

— que c'est le terme « égalité » et non « équité » qui a été retenu ;

— des avancées concernant les droits des femmes liés à la sexualité, mais l'homosexualité reste tabou ;

— des avancées concernant la notion de « familles », le statut des petites filles. Le viol dans les conflits armés est reconnu comme crime de guerre... ;

— des aspects très négatifs, notamment concernant la prostitution qui n'est pas reconnue comme violation des droits de la personne humaine ;

— des attaques extrêmement violentes des pays intégristes (catholiques et musulmans) qui ont émis des réserves quant à

tout ce qui touche la sexualité et la procréation, en soulignant qu'aucune recommandation ne serait appliquée.

Tout en sachant que les textes adoptés lors de la conférence ne sont pas contraignants, Marie Victoire Louis, chercheuse au CNRS, précise dans un article de Libération du 12 septembre que : « Aucune ligne de la plateforme ne reconnaît sans restriction le principe d'égalité entre les sexes, ni affirme l'universalité

des droits de la personne humaine... »

Mais si les féministes avaient boycotté cette conférence, comme il en avait été question, le recul des droits des femmes aurait été dramatique.

NELLY TRUMEL
« Femmes Libres » -
Radio Libertaire
(mercredi,
de 18 h 30 à 20 h 30)

UN TÉMOIGNAGE A CHAUD

Aux femmes du train

Train de femmes, train de flammes.

Train défi, ingénu, train d'espoir retrouvé car jamais vraiment perdu.

Le train court au rythme lent de ses wagons vétustes, à contre-temps, à contre-espace, à rebours des fuseaux horaires, en zigzaguant vers le Levant.

Folle course surannée d'un espoir insensé.

Train de femmes et de flammes.

Train de fêtes, de sourires, de soupe à la grimace, train musique et travail, train d'humour, train magique et réel.

Train de sens et de corps, train de promiscuité, d'attouchements, de soubresauts tanguants, de bleus et de caresses. Train d'équilibre instable, de corps fourbus et souples, de cheveux de toutes les couleurs, train d'images et d'écrits, de sérieux et de rires.

Train de femmes et de flammes.

Sans complaisance aucune, le train file au rythme des étapes et laisse sur ses rives les forêts de bouleaux, à l'infini, les isbas de bois multicolores, des gares austères et de sombres buildings, des usines vieillottes et même Saint-Basile. Il fuit les champs de blé et le pas alourdi des paysans tôt levés le matin, les chaumes fatigués par le soleil et la pluie, les meules de foin en relief dans l'encadrement de la vitre. Il laisse le panier des femmes, plantées sur le quai d'une gare, venues vendre de quoi manger, et délaisse les fanfares et les femmes venues accueillir pour une trop brève fête ce train de femmes et de flammes.

Train fiction, train friction, train fantôme et compact, obstiné comme nos volontés. Train bizarre, insolent, sublimé. Train surprise et serein, train d'obstacles surmontés, train labour et jouissance, train têtue et frontière, désirable, intraitable. Vers quelles destinations de rêves inédits, de frontières abolies, traversées, transcendées... Train de femmes et de flammes.

Train dédié à celles qui, restées en gare, de loin font le voyage, à celles et à ceux que l'on a quittés, à celles que l'on trouvera. Train de femmes et de flammes.

Train voyeur bourré de caméras, d'objectifs et téléobjectifs. Attention, clash avec certaines journalistes ! Train curieux avec ses interviews, ses échanges d'adresses et de promesses, train futur et bien présent, intemporel et bien réel. Train mythique, train fugace, train d'enfer et de rêves assumés. Train de fêtes et nuits blanches, sans lune pourtant, train fusion, effusions. Train délire et désinvolte, train fourmis, abeilles et ruches où nous sommes toutes reines. Train de femmes et de flammes.

Train volage et patient, impudique, déconcertant, insolent. Train mélange et différences. Les langues s'y côtoient et s'y mêlent, les âges aussi et toutes les expériences. Offensif, généreux, il remonte la chaîne des femmes et des générations qui engendrent ce train de femmes et de flammes.

Arrivé à Pékin, train chagrin...

« Alice au pays du voyage ».

ALICE BSÉRÉNI
(26-28 août 1995, quelque part dans le train)

RENDEZ-VOUS

CLERMONT-FERRAND

Le groupe Spartacus de la FA tient sa permanence (avec table de presse) le samedi, entre 14 h et 17 h, à l'Aténéo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand. Un certain nombre d'affiches et de livres sont disponibles.

CONQUES-SUR-ORBIEL (AUDE)

Le 9 octobre, 12 opposants au tunnel du Somport seront jugés à Pau. Le groupe FA de Carcassonne vous invite à un concert de soutien, le samedi 7 octobre, à partir de 21 h, au gymnase de Conques-sur-Orbiel (près de Carcassonne).

Au programme : Marto's Piqueurs, Fucking Raskasses et La Rouquine du 1^{er} (ska core, folk-rock). Entrée : 40 F. Le groupe y tiendra une table de presse.

Groupe FA c/o CRA, BP 46, 11250 Leuc cedex.

DEUX-SÈVRES

Les sympathisants FA du département des Deux-Sèvres, désireux de se rencontrer pour agir, peuvent le faire par l'intermédiaire du groupe FA de Poitiers : CARES/FA, impasse des Communaux, 86000 Poitiers.

LILLE

• Ventes du Monde libertaire et d'Alternative libertaire (mensuel bruxellois) :

— vendredi, 17 h - 18 h 30, devant la gare de Lille ;

— dimanche, 11 h - 12 h 30, sur le marché de Wazemmes, à Lille.

• Écoutez le vendredi « La Voix sans maître - Humeurs Noires », sur Radio Campus (106.6).

• Réunion publique sur le thème suivant : « Le nucléaire civil et militaire », le mercredi 4 octobre, à 20 h, au Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (1-2, rue Denis-du-Péage, métro Fives ou Marbrerie, à Lille).

LYON

• Le samedi 7 octobre, débat à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, à 15 h, sur le thème : « Les 100 et quelques jours de la Chiraquie », autopsie d'une fracture sociale, par les animateurs de l'émission « Idées Noires » (Radio Canut).

• Mardi 10 octobre, manifestation des fonctionnaires, avec cortège de la FA. Se renseigner à La Plume Noire (ouverture : du mercredi au samedi, de 15 h à 19 h. Tél. : 72.00.94.10) pour l'heure et le lieu de rendez-vous.

PARIS

Les jeunes militants et sympathisants de la Fédération anarchiste se donnent rendez-vous à la librairie du Monde Libertaire (145,

rue Amelot, 75011 Paris), le jeudi 5 octobre, à 18 h.

Le but d'une telle rencontre est une prise de contacts et une coordination des jeunes militants et sympathisants anarchistes dans diverses structures d'enseignement et de travail.

PARIS

L'Union régionale parisienne de la FA tient une permanence le samedi, de 15 h à 17 h, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

PERPIGNAN

« L'anarchisme... images et réalités », tel sera l'intitulé du colloque national qui se déroulera à Perpignan, en salle Arago, du 1^{er} au 4 novembre, et auquel vous convie le groupe Puig-Antich de la FA. (Détail au prochain n^o.) Pour tout renseignement ou soutien financier (CCP 3096 L Montpellier), écrivez à : CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

POITIERS

Le groupe Berkman tient une permanence le mercredi, de 16 h à 19 h, impasse des Communaux (rue Cornet), 86000 Poitiers. En dehors de cet horaire, écrire au CARES/FA (même adresse). Au local du CARES, vous rencontrerez également les militants anarcho-

syndicalistes de la CNT et ceux du collectif antimilitariste Louis-Lecoin.

TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus a acheté un local de 85 m². Une souscription est ouverte. Chèque à l'ordre de « FA de Haute-Garonne », FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.

MONTPELLIER

Semaine « Langage et Pouvoir » à L'Antr' anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier :

— le jeudi 5 octobre, à 20 h 30, débat avec des espérantistes ;

— dimanche 8 octobre, 15 h, projection de la vidéo sur Noam Chomsky : Les médias et les illusions nécessaires.

UNION RÉGIONALE NORD-BELGIQUE

L'Union régionale Nord-Belgique devient effective. Elle comprend les groupes Pierre-Kropotkine (Aisne), Humeurs Noires (Lille) et Alternative Libertaire (Bruxelles), ainsi que des liaisons et individuels.

Pour prendre contact avec l'URNB :

— en Belgique : Alternative Libertaire, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles ;
— en France : Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul cedex.

GARD

Les manœuvres antimilitaristes

« Tramontane 95 »

AFIN de protester contre les manœuvres militaires « Mistral 95 » dans notre région, contre les essais nucléaires et pour soutenir tous les réfractaires, les groupes du Gard et de l'Hérault de la FA ont organisé les manœuvres anti-militaristes « Tramontane 95 ». Ces manœuvres consistaient en la tenue d'une conférence publique, le vendredi 15 septembre, suivie d'une manifestation, le mardi 19, à Nîmes.

La conférence, dont le thème était « L'antimilitarisme aujourd'hui » a permis de développer devant une vingtaine de personnes les positions antimilitaristes des anarchistes, de rappeler que l'armée est le bâton du pouvoir et que l'émancipation des individus passe par sa suppression. Elle a permis aussi de dénoncer le consensus ambiant sur la militarisation de la société, banalisée ces derniers temps par le plan « Vigipirate »,

qui aboutit à quadriller la population et à effectuer un contrôle social. Quant aux discussions qui suivirent, elles ont surtout porté sur la reprise des essais nucléaires et sur la nécessité de créer une structure, à Nîmes, opposée aux essais réels ou simulés. C'est donc dans un esprit d'auto-organisation que devrait se créer un collectif, semblable au collectif de Montpellier des « Gens en colère ».

Quant à la manifestation du 19 septembre, elle été maintenue et a ainsi réuni une cinquantaine de personnes, bien que nous ayons appris, ce même jour, que les manœuvres militaires « Mistral 95 » avaient été annulées, pour cause de déploiement de la Force de Réaction Rapide (FAR) dans l'ex-Yougoslavie.

C'est donc en lançant des slogans comme : « Contre toutes les guerres, soutien aux réfractaires » ou encore : « Bleues, blanches, rouges... à bas toutes

les armées ! » que les manifestants ont défilé dans les rues de Nîmes, non sans avoir marqué un temps d'arrêt devant les grilles d'une caserne.

Par ailleurs, nous avions imprimé à notre campagne une dimension internationaliste, puisque la France, l'Italie et l'Espagne étaient organisatrices des opérations militaires. Ainsi, des communiqués ont été envoyés aux FA italienne et ibérique, à la Confédération Nationale du Travail (CNT) et au Mouvement des Objecteurs de Conscience (MOC) espagnols, pour les assurer de notre soutien dans leurs luttes contre le militarisme et leur signaler notre démarche.

Ajoutons un grand merci aux personnes venues des Cévennes, de l'Ardèche et de l'Hérault pour nous aider à assurer le succès de cette manifestation.

GRUPE FA du GARD

A LA PETITE SEMAINE

Un tribunal islamique l'a condamnée à mort, bien loin d'ici. Elle n'avait pas déclaré la guerre à la société. Elle n'a pas eu le temps. Esclave sans voix et sans droit, livrée comme des milliers d'adolescentes de son pays, les Philippines, aux riches émirs du Golfe gorgés de dollars et de religion, elle n'a pas accepté d'être violée par son employeur-négrier. Elle l'a tué, tout simplement.

Nul comité de soutien ne s'est créé depuis cette sentence inique. Nulle personnalité du monde des arts, nul clown du show-biz humanitaire, nul intellectuel va-t-en guerre pour la soutenir et dire qu'il y a dans son geste meurtrier mille fois plus de vraie révolte contre l'éternelle arrogance, l'éternelle impunité des tout-puissants, que dans bien des discours révolutionnaires.

Il faudra bien qu'un jour on nous explique quels critères font que telle victime mérite plus d'attention que telle autre. Pourquoi Pierre plutôt que Paul. Pourquoi Mumia et pas Sarah...

Si rien n'est fait pour elle, pourra-t-on dire sans honte que cela ne se passe pas à nos portes et que Sarah est après tout « sans importance collective, tout juste un individu » ?

Un nouveau local pour la rédaction du Monde libertaire et les studios de Radio Libertaire : quoi de neuf ?

Depuis 9 mois (eh oui !), nous vous parlons régulièrement de ce projet en particulier, en vous sollicitant financièrement.

Au départ, le budget global était évalué à environ un million de francs, pour lequel nous avons fait appel à vous pour 400 000 F (le reste étant constitué de réserves de RL et de la vente du studio actuel).

A ce jour, nous avons renoncé à acheter un local commun à ces deux médias anarchistes, pour des raisons diverses : opportunité quant aux locaux visités ; choix de sécurité pour chaque œuvre ; critères d'utilisations spécifiques à l'un et à l'autre et aussi les finances, ce qui n'étonnera personne.

La rédaction du ML, hébergée par des amis, a un local en vue, pas trop cher et bien situé.

Pour les studios de Radio Libertaire, un local été négocié, à deux stations de métro de la librairie du Monde Libertaire ; pratique, non ? Les démarches administratives sont en cours et vont au train... de l'administration.

Pour réaliser ces projets, vous avez été nombreuses et nombreux à participer à la souscription lancée fin décembre 1994. Vos dons ont pris deux formes :

- des dons immédiats (dont le total s'élève à plus de 200 000 F) ;
- des prélèvements automatiques mensuels pendant 5 ans (20 personnes pour une somme mensuelle de 1 800 F, soit un total de 100 000 F).

Tout ce que vous ferez, dorénavant, servira à améliorer l'équipement matériel (micros, lecteurs, aménagements divers...).

Les vacances sont finies ; avant les cadeaux de Noël : chacune, chacun, d'entre vous peut faire un geste.

Ces outils d'informations pour vos luttes, vos révoltes, vos actions, vos cultures, individuelles et collectives, sont vos outils.

Merci d'avance.

ELISABETH CLAUDE

Notre dernier auto-collant

Essais, bombes, centrales...

NON AU NUCLEAIRE

Fédération anarchiste : 145, rue Amelot, 75011 Paris

Le groupe Humeurs Noires a publié l'autocollant ci-dessus (format A6).

30 F les 50 exemplaires (+ 8 F de port) ou 50 F les 100 ex. (+ 16 F de port).

A commander à : Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul cedex (chèque à l'ordre d'ALDIR).

Associations

ARGELES : « ESPAGNE 36 - 39... »

Le mercredi 4 octobre, au Cinémaginaire d'Argeles (Pyrénées-Orientales), se déroulera la journée « Espagne 36 - 39. De l'utopie à l'exil », avec des films, des expositions, des débats et des tapas. Tout ceci à l'occasion de la sortie du film de Ken Loach, *Land and Freedom*, et en présence de Frédéric Pierrot, acteur du film.

NANTES : CONNÂTRE « LE LOCAL » ET DÉCOUVRIR TIMOR

• « Le Local » (16, rue Sanlecque. Tél. : 40.48.49.56) vous invite, le vendredi 6 octobre, à 20 h 30, à la dégustation d'un petit plat, au prix de 30 F (environ).

• « Le Local » accueillera, le vendredi 13 octobre, à 20 h 30, des militants de l'association portugaise « La Caravelle d'Orphée », qui viendront parler de la situation actuelle sur l'île de Timor. Une exposition réalisée par Amnesty International et une vidéo (extrait de *La Fabrique du consentement*, sur Noam Chomsky) viendront étoffer la conférence.

NANTES : « LE COURTOIS »

Repas végétarien au squatt « Le Courtois », pour 10 F, chaque mercredi à 12 h 30.

« Le Courtois », 10, rue de Bîche, quartier Cité-des-Congrès.

PARIS : L'INTÉRÊT SUPPOSÉ DE L'ENFANT

Le Collectif « Malgré tout » et le Laboratoire de recherche sur la famille vous convient, le vendredi 6 octobre, à 20 h, à une conférence-débat sur « L'intérêt supposé de l'enfant », à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain (M° Solférino ou Rue-du-Bac), 75007 Paris.

PARIS : DES COURTS MÉTRAGES CHEZ « DROIT DEVANT »

Une projection de courts métrages indépendants, auto-produits et auto-distribués, se déroulera le samedi 7 octobre, à 18 h, dans les locaux de « Droit devant », 7, rue du Dragon, 75006 Paris. Entrée : 20 F.

PARIS : LES LIENS USA-GUATEMALA

L'Association des journalistes spécialistes de l'Amérique latine et des Caraïbes vous convie à une conférence donnée par Jennifer Harbury sur les relations Etats-Unis-Guatemala, le lundi 9 octobre, à 18 h 30, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain (M° Solférino ou Rue-du-Bac), 75007 Paris.

ESCOUDOUBRE (AUDE) : SOMPORT

Communiqué du Comité Somport des Hauts Plateaux : « La vallée d'Aspe continue d'être massacrée ! Le béton continue de couler ! Les opposants sont entraînés devant les tribunaux, et ça coûte cher ! Nous ne pouvons plus être indifférents à cette logique du fric qui jette en prison ceux qui s'insurgent. Résistons ! Manifestons notre solidarité en participant à la lutte de façon concrète. Une caisse de résistance a été créée : Comité Somport des Hauts Plateaux, 11144 Escoudoubre-les-Bains (CCP n° 5 485 19 H Toulouse). »

PARIS : SOMPORT

Etats généraux des anti-tunnels, soutiens aux inculpés... quelles propositions ? Mardi 10 octobre, à 19 h 30, en salle de la Libre Pensée, 12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.

PARIS : 3615 LIBERTAD

L'Observatoire des libertés publiques, créé un an après l'assassinat du jeune Makomé M'Bowlé dans un commissariat parisien, vient de mettre en service le 3615 Libertad, en collaboration avec le réseau No Pasaran.

TOURS : L'ANARCHO DU VAL-DE-LOIRE

L'Union régionale Centre de la CNT vient de publier *L'anarcho du Val-de-Loire* n° 18. Au sommaire : Faut-il interdire le FN ?, des nouvelles de la CNT-PTT de Chinon, les luttes pour le droit au logement, les derniers potins. *L'anarcho du Val-de-Loire* est disponible contre un timbre à 2,80 F. *L'anarcho du Val-de-Loire* c/o CNT, BP 1303, 37013 Tours cedex.

LES COMPLEXES MILITARO-INDUSTRIELS EN ACCUSATION

« Surarmement, pouvoirs, démocratie »

Andrée Michel - éditions L'Harmattan

LA FRANCE est le premier fournisseur d'armes au tiers monde, et pour renforcer notre « sécurité », le gouvernement poursuit une politique de reprise des essais nucléaires en Polynésie... Dans ce contexte, on saisit l'importance du livre d'Andrée Michel, *Surarmement, pouvoirs, démocratie*, qui étudie les enjeux des complexes militaro-industriels (CMI), leurs buts et leurs liens avec les pouvoirs politiques. Sur fond de discours « moral » et humanitaire, les grandes puissances ou les « pays riches » s'offrent les matières premières des pays du tiers monde et s'octroient des droits refusés aux autres pays. Les moyens ont changé, mais l'impérialisme et la domination perdurent avec l'endettement, la complicité de certains dirigeants des pays en voie de développement ou par l'éclatement de conflits. L'armement représente souvent une part importante du budget national de ces pays alors que celle de l'éducation et de la santé publique est dérisoire.

Il existe actuellement 53 conflits dans le monde. Cette barbarie généralisée pour les populations représente pour les pays produc-

teurs d'armes (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne) un catalogue *live* des nouvelles techniques de destruction pour un marché mirifique. La soumission de la grande majorité des médias aboutit à une désinformation qui banalise l'horreur grâce aux nouveaux moyens techniques et audiovisuels, à l'abstraction de la mort des civils et des menaces découlant directement des conflits ou encore à l'occultation des voix qui s'élèvent contre la dérive médiatique. « *Guerre propre* », « *frappes chirurgicales* », « *guerre du droit* », « *Restore Hope* » (rendre l'espoir), « *opération humanitaire* »... De la propagande à coup de formules promotionnelles alors que la guerre est toujours sale, meurtrière, que les civils sont les premières victimes et de plus en plus nombreuses.

Dans *Surarmement, pouvoirs, démocratie*, Andrée Michel décortique les formules et casse les clichés. Cette étude des complexes militaro-industriels tente, au-delà de la dénonciation des puissances de guerre et du commerce des armes, l'analyse des origines du phénomène de la guerre comme seul règlement des conflits. Andrée Michel pose également la question de la responsabilité des citoyennes et des citoyens : devons-nous nous soumettre au paradigme « *qui assimile la résolution des conflits à la guerre et à la violence* » ? Une réflexion qu'il nous faut reprendre à la lumière des événements internationaux et du climat actuel de terrorisme entretenu savamment pour « *plonger chaque individu dans une peur qui l'isole des autres et le rend encore plus dépendant de l'Etat, et de lui seul* » (1). « *Après avoir été attribuées à l'ordre divin, la soumission de la société à la guerre et à la violence comme seul mode de solution des conflits et la soumission des femmes aux hommes comme seul mode de rapports entre les sexes furent présentées comme le résultat d'une fatalité et d'un déterminisme biologique, présidant à la nature humaine.* »

L'ouvrage d'Andrée Michel, fruit de longues recherches sur le militarisme et le sexisme, est un outil indispensable à la connaissance de l'enjeu militaire dans les sociétés. C'est un livre clé qui montre comment l'Etat fonctionne comme véhicule du complexe militaro-industriel et une base pour l'étude de nouvelles formes de résistance à une fatalité qui ne l'est pas si l'on refuse de se soumettre à l'injustice, l'arbitraire, aux inégalités et à la domination du fric. Agir au lieu d'élire, avons-nous souvent répété, alors ce livre est un moyen d'envisager les alternatives à la société inégalitaire qui nous est imposée.

CHRISTIANE PASSEVANT

(1) « Le gouvernement de la terreur », déclaration des Réfractaires sans frontières (chez La Bonne descente, 64, rue Rébeval, 75019 Paris), publiée dans le ML n° 1009, du 21 au 27 septembre 1995.

Lectures mexicaines (1)

L'insurrection zapatiste ne laisse bien évidemment pas indifférent le monde libertaire. Un grand nombre d'ouvrages ont été édités ou vont l'être... la plupart dans le style roman-photos, donc sans grand intérêt. Malgré tout, il existe quelques ouvrages intéressants, disponibles aujourd'hui en langue française. D'abord historiques avec la revue *Itinéraire* sur Ricardo Flores Magon et *La révolution mexicaine 1910 - 1920* d'Adolfo Gilly, ensuite contemporains avec *Ya Basta, La guerre des ombres* et *Avec le peuple du Chiapas*. Dans ce premier volet de nos « lectures mexicaines », voici une présentation de la revue *Itinéraire*, consacrée à Ricardo Flores Magon.



Ricardo Flores Magon © ITINÉRAIRE 1992

Ricardo Flores Magon est ici un prétexte à l'étude de l'ensemble du mouvement anarchiste mexicain (ses influences, son implication dans les révolutions mexicaines...). Car, lors de la révolution de 1910, les anarchistes sont non seulement actifs mais ils sont aussi initiateurs et moteurs d'un événement qui marquera les générations. La revue *Itinéraire* nous permet de mieux comprendre, mieux cerner ce mouvement se situant loin de nos méthodes, de nos habitudes.

Le mouvement anarchiste prendra naissance en 1863 par l'intermédiaire de Rhoababoty, un précurseur d'origine grecque, qui publie une brochure sur le socialisme utopique de Fourier et l'anarchisme de Proudhon. La revue *Itinéraire* nous explique alors la longue et permanente lutte entre libertaires et modérés et nous montre la popularisation des idées libertaires au travers de faits saillants comme la grève du 10 juin 1865, l'insurrection paysanne de 1869 (qui durera sept mois)... Le mouvement anarchiste mexicain sera par ailleurs influencé par l'Association internationale des travailleurs, la Commune de Paris de 1871 et par le syndicalisme révolutionnaire américain (IWW). En 1882, ce mouvement va connaître une extension sous la dictature de Diaz, où l'armée est omniprésente. Alors que les capitaux étrangers commencent à arriver au Mexique, la vie devient de plus en plus précaire, au point qu'existe un commerce d'esclaves.

Au début du XX^e siècle (1900 - 1903), les mouvements socialiste et anarchiste renaissent, avec entre autres la création du journal *Regeneracion*, imprimé par Enrique Flores Magon. Et la revue *Itinéraire* de réussir à nous expliquer, en toute objectivité, la contradiction, l'originalité, du mouvement anarchiste mexicain et du Parti libéral mexicain, un parti qui passera du réformisme politique à l'anarchisme révolutionnaire. Son manifeste de 1911 ne laisse aucun doute là-dessus : « *Sans le principe de la propriété privée, le gouvernement n'a pas de raison d'être, car il est seulement nécessaire pour tenir en respect les déshérités dans leurs querelles ou dans leurs révoltes contre les détenteurs de la richesse sociale...* »

Malgré tout, beaucoup de critiques fuseront, et en

France elles s'exprimeront à travers le journal *Les Temps nouveaux*. Le parallèle avec la situation actuelle que connaît le Mexique dans le Chiapas n'est pas dénué de sens : on peut en effet s'interroger sur la position critique, sévère et stricte qui est celle de l'actuel journal anarchiste *Amor y Rabia*. Rappelons quelques réponses aux critiques faites par les défenseurs de la révolution mexicaine de 1910, retranscrites par *Itinéraire*. Celle notamment de Ricardo Flores Magon : « *Quand Zapata incite à déposséder les monopolistes de la terre et aide à le faire, nous le trouvons un plus proche camarade que les révolutionnaires bavards de salons...* » ou encore celle de Pierre Kropotkine : « *Des anarchistes ne conçoivent pas autrement la révolution que sous la forme de combats sur les barricades ou d'expéditions triomphales...* »

Itinéraire, à travers le passé, nous éclaircit le paysage actuel : une gageure ! Ajoutons à ce numéro sur le Mexique plusieurs biographies : celle de Ricardo Flores Magon bien sûr, mais aussi celles d'Enrique et Jesus Flores Magon, Librado Rivera, We Owen, Praxedis Gerrero, John Creaghe, Octave John, Alfred Sanflekken...

Itinéraire coûte 60 F et est en vente à la librairie du Monde Libertaire (ajoutez 10% de frais de port). Chèque à l'ordre de Publico.

RÉGIS BALRY (gr. FA du Mans)

(suite au prochain numéro)

« 2^e Nuit de l'Anarchie »
THÉÂTRE TOURSKY
(16, impasse Léo-Ferré
3^e arrondissement)
MARSEILLE
21 OCTOBRE - 16 h
rencontre avec les militants
du collectif de Marseille
de la Fédération anarchiste
sur le thème
« Qu'est-ce
que l'anarchisme ? »

...
Théâtre à 19 h
« Conférences jubilatoires
de Charles Fourier »
mise en scène de Paul Fructus
et Michaël Gluck

...
Chansons et musique
à 21 h
LOUIS ARTI
MAMA BÉA
LA COMPAGNIE LUBAT
LES ARCHERS
• L'ODYSSÉE DE L'ESPACE
DE LUCIEN JO BEZE
• LES GARY SOUFFLEURS
• LA SARDINE
• LE BALTRAQUAR D'ADEL GROUPE
• MAPA MUNDO • ARMEL VEILHAN
• HAMID AOUMAEUR
• MICHEL ORION

...
Animations diverses,
stands, restauration.
80 F (chômeurs : 40 F).

Mots et Musiques et Les Oiseaux de passage
présentent

« La seconde fête des Oiseaux de passage »
avec GILBERT LAFAILLE • CLAIRE
BERNARD HAILLANT • CHANTAL GRIMM
le lundi 9 octobre - 20 h 30 - théâtre Clavel
3, rue Clavel (M^o Pyrénées), 75019 Paris.

Entrée : 80 et 100 F.

Réservation au : 44.85.36.08 ou au : 43.84.70.04



Poésie, anarchie

lui-même. La poésie conduit le regard vers sa propre pensée, vers une ossature de mots qui double le réel, qui en retient la présence et la vie.

Un peu de curiosité enseigne que les mots ne sont pas les armes infidèles qui se retournent contre leurs possesseurs, mais qu'innombrables en revanche sont les individus qui, visant un profit, en détournent le sens. On fait mieux qu'abuser de ce détournement dont les effets se perdent en évanescents litiges. L'illusion a pris le pas sur le réel. Il est donc utile de réapprendre à regarder, à exprimer un jugement, à parler d'un lieu et de sa propre voix.

La poésie a la capacité d'évoquer la beauté de l'arbre, mais elle n'est pas l'arbre qui l'émeut jusqu'à l'expression du poème. Elle est en revanche une absence qui convoque puis invite à regarder le sujet pour

Ette privé de langue, c'est manquer de voix et de discernement et, en résumé, infirme. La liberté que l'on ne possède pas mais vers laquelle on tend requiert une grande mobilité. Le discernement de la langue en est un principal agent, et c'est en poésie que la langue joue de tous ses registres. Il n'est pas de concertation de la pensée plus dense que dans un poème, fût-il médiocre. Ecrire de la poésie, s'avancer, prendre la parole, c'est revendiquer, c'est utiliser un droit que l'exploiteur trouve obligatoirement exorbitant. La poésie revendique le monde, elle est par nature anarchisante, moderne ablutement.

Qu'une nécessité obscure puisse conduire quelqu'un à prendre la

plume et l'encre pour y chercher le monde est parfaitement légitime, même si la pensée rongée son frein sous la voix serrée qui dit sa résistance entre les pages. Elle a raison d'employer ce détour, le dernier vers la blanche clameur. Le monde hors d'elle est un chaos où tous les mots se valent. Le silence, seulement lui, ne ment pas. Et c'est vers ce silence que s'avance tout poème, vers la durée prolongée d'un état d'être dont la seule exigence est un regard libre de son espace.

Le regard poétique, l'usage mesuré des mots, est au vieux monde ce que la rétine est à l'os, il s'y appuie et le recompose dans l'invisible de son dos. Tout poète est donc un paria, un sillonneur de routes qui cherche sa propre voix. Il n'est pas encore libre, mais il le deviendra. Le silence le lui garantit s'il fait le premier pas.

CLAUDE MARGAT

Ciné sélection

Regard anarchiste sur « Land and Freedom » de Ken Loach

LE DERNIER FILM de Ken Loach, *Land and Freedom* ou, si vous préférez, *Tierra y Libertad*, appelle de notre part un certain nombre de commentaires et de réserves de fond.

Trois militants du groupe Puig-Antich de Perpignan ont eu l'occasion de visionner ce film, en première « catalane », le samedi 15 juillet 1995, lors d'une projection réalisée en Cerdagne.

Précisons d'emblée que les militants du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (1) étaient « révolutionnaires et courageux », car ils luttèrent contre le soulèvement franquiste et contre les politiques criminelles menées simultanément par les pays fascistes (Italie et Allemagne) et par l'URSS, au cours de la guerre civile espagnole.

Ils le feront aux côtés des militants anarchistes et anarcho-syndicalistes espagnols de la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI) et de la Confédération Nationale du Travail (CNT), ces derniers représentant la très grande majorité du peuple révolutionnaire ibérique.

Si le film de Ken Loach s'employait uniquement à vouloir indiquer qu'en Espagne, entre 1936 et 1939, un parti d'obédience marxiste (le POUM) a subi les attaques en règle du stalinisme hégémonique et rayonnant, il n'y aurait rien à ajouter, aucune remarque à formuler. Il conviendrait, tout au plus, de préciser que ce conflit interne au camp dit « républicain », et plus précisément au camp se réclamant du marxisme (un règlement de compte en quelque sorte), ne représentait qu'un aspect secondaire (dramatique et regrettable, mais secondaire) de ce qu'est historiquement la révolution espagnole. Mais il est nécessaire d'insister, car le film de Ken Loach ne s'emploie pas uniquement à dénoncer cet affrontement pour ce qu'il fut réellement.

A propos de Land and Freedom, quelques conseils aux critiques et autres journalistes

Les critiques cinématographiques et journalistes qui s'essayent à parler de *Land and Freedom* seraient bien inspirés, s'ils consentaient à se documenter un minimum sur le sujet et ses implications.

Le communisme libertaire est un concept anarchiste né de l'apport collectif des penseurs et militants libertaires (Proudhon, Bakouine, Kropotkine, Reclus, Malatesta...) et traduit dans son expression idéologique par l'anarchiste espagnol Isaac Puente. Ce concept fut retenu et mis en pratique par la CNT à partir du congrès de Zaragosse en mai 1936.

Le problème du titre

Le titre, tout d'abord, prête à une certaine confusion. Il fait explicitement référence à la revendication anarchiste (andalouse) de « Terre et liberté », qui se prolonge par cette autre vérité kropotkinienne : « La terre appartient à ceux qui la travaillent ». Revendications qui annoncent les réalisations collectivistes anarchistes d'Aragon et du Levant, et qui témoignent des luttes anarchistes paysannes d'Ukraine contre les pouvoirs, y compris celui des bolcheviks.

Du reste, *Tierra y Libertad* est le titre de l'organe de la FAI, un des quotidiens les plus lus (avec *Solidaridad Obrera* et *CNT*) durant la guerre civile espagnole.

La réalité du POUM

Si le POUM a subi les attaques des staliniens, cela n'implique pas, comme tend à l'écrire Pierre Broué (2) que « c'est une raison de plus pour donner valeur et poids à la critique de leur [celle des militants du POUM] expérience » (3).

Le nombre réduit des adhérents du POUM (25 000 dans toute l'Espagne, avec la très grande majorité d'entre eux en Catalogne) explique l'acharnement des staliniens à s'attaquer en priorité à cette organisation, dans une certaine impunité.

L'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme espagnols représentaient quasi-exclusivement le mouvement « révolutionnaire » organisé de l'autre côté des Pyrénées. Du reste, les collectivités agricoles (Aragon, Levant, Catalogne), les entreprises socialisées (en Catalogne), l'industrie de la pêche collectivisée (Rosas, Donia) sont l'œuvre de la CNT.

L'analyse du POUM, dans la période, relevait plus d'un soutien obligé que d'une réelle adhésion aux principes collectivistes, d'une

adhésion idéologique et révolutionnaire. Le POUM, faut-il le rappeler, se référait au bolchevisme et, de ce fait, accordait au parti le rôle primordial, le rôle dirigeant, laissant aux syndicats un rôle de comparses.

Nous sommes loin du propos de Ken Loach, certes, mais toutes ces précisions ou ces remarques tendent à préciser que la révolution espagnole fut avant tout une révolution authentique et populaire, et qu'elle se fit autour des idées anarchistes. Toute autre approche tendant à réduire cet aspect relève d'une tentative de modeler l'Histoire selon ses vues partisans, éloignées de la réalité et condamnées par avance à avorter.

L'anarchisme reste une force de proposition actuelle. C'est ce qui fait son intérêt à l'aube du troisième millénaire. Pour autant, les leçons de l'Histoire se doivent d'être transmises avec toute l'objectivité nécessaire. C'est probablement ce qui manque à *Land and Freedom*.

Cette mise au point historique de première importance provient d'un

Les anarchistes et les anarcho-syndicalistes face au stalinisme

Ces derniers ont subi les attaques des staliniens, sans discontinuer. Seul le nombre élevé des adhérents et sympathisants des organisations anarchistes espagnoles (plusieurs millions) a retardé le passage à l'acte.

Il faut toutefois préciser que les attaques qu'ils eurent à subir avaient été précédées dans l'histoire par celles subies par les anarchistes et les anarcho-syndicalistes russes de la main des bolcheviks. A l'époque, André Nin, qui deviendra un des leaders du POUM, justifiait tout cela (4).

Cet entêtement d'André Nin se trouvait conforté au printemps de 1937 quand il écrivait, parlant du prolétariat espagnol : « L'existence d'un mouvement ouvrier sous l'influence anarchiste pose des problèmes nouveaux, impose des tactiques différentes. La CNT est une organisation potentiellement révolutionnaire, malgré ses préjugés, ses positions erronées... Les vacillations de la CNT sont dues au fait qu'il lui manque une théorie du pouvoir. Devant la réalité révolutionnaire, leur doctrine leur a fait défaut... » (5).

Quelques semaines plus tard, André Nin succombait sous les coups des staliniens.

Un témoignage révolutionnaire

Si nous nous référons à un militant difficilement soupçonnable de faire la part belle aux anarchistes (il s'agit de Robert Louzon), c'est pour objectiver au maximum notre propos. Ce dernier, en effet, précise en juin 1937, qu'il ne peut parler du POUM au même titre que de la CNT ou de la FAI, car ces dernières « sont les seules organisations ouvrières qui comptent à Barcelone. L'influence du POUM y est insignifiante à cause du nombre de ses membres et surtout à cause de la réclame tapageuse à laquelle il s'est livré depuis le 19 juillet [...] Le POUM trouva le moyen de dépasser les staliniens eux-mêmes en bluff et en puffisme ! » (6).

Cette mise au point historique de première importance provient d'un



des hommes du « noyau de la R. P. » (*Révolution prolétarienne*) qui participe directement, en 1937, aux luttes menées par la CNT sur le front d'Aragon. Louzon, né en 1882, participe en 1920, à la création de la Fédération communiste de Tunisie, dont il devint le secrétaire dès 1921. Il publia très régulièrement, à partir de 1923, des articles économiques dans *l'Humanité*. Il quittera le PC en solidarité avec Monatte, Rosmer et Delagarde, exclus en décembre 1924. Louzon fit partie des militants communistes qui luttèrent très tôt contre Staline. Il fut un soutien de Trotsky.

Et Trotsky dans tout ça ?

Si l'on en juge par les écrits d'Ignacio Iglesias, un des rédacteurs de la *Batalla* (l'organe du POUM, à Barcelone), Trotsky a commis un très grand nombre d'erreurs d'appréciation sur les événements espagnols.

Les erreurs imputables à Trotsky venaient du fait qu'il confondait allégrement révolution russe et réalité espagnole, selon Iglesias. Ce dernier précise : « Il confondait ses désirs avec les possibilités ; ce qu'il espérait avec ce qui était vraiment. Les illusions démocratiques étaient très fortes dans le peuple espagnol, qui aspirait à une proclamation de la République et en aucune façon à la dictature du prolétariat. D'ailleurs, comment pouvait aspirer à la dictature du prolétariat une classe ouvrière au sein de laquelle prédominait l'influence anarchiste ? » (7).

Ce même Ignacio Iglesias, parlant d'Angel Pestaña, délégué par la CNT au 21e congrès de l'Internationale communiste (19 juillet au 7 août 1920), rappelle qu'il avait su saisir certaines réalités et même prévoir certaines évolutions de la révolution russe. La IIIe Internationale étant selon Pestaña « l'arme politique d'un parti décidé et dominant » (8).

En conclusion

Le film de Ken Loach, se situant dans la veine du roman historique,

peut se permettre pas mal d'approximations ou erreurs, sans qu'il puisse lui être reproché d'accommoder l'Histoire selon ses « goûts ».

Il est clair que le livre de George Orwell, *Hommages à la Catalogne*, a servi de trame au travail de Loach. Il est tout aussi clair que l'apport du conseiller historique Pierre Broué, militant trotskyste connu, marque le film d'un parti pris idéologique incontestable.

Pierre Broué, lors d'un colloque historique organisé le 18 mai 1969 par le Cercle d'études marxistes de Paris, mettait à l'ordre du jour « la confrontation des points de vue marxiste et anarchiste sur le problème du pouvoir d'Etat et celui de l'organisation de l'avant-garde ».

Il précisait, même à ce propos : « Le "dernier avertissement" donné au prolétariat avant 1939 par les "leçons d'Espagne" est loin d'avoir encore été complètement assimilé aujourd'hui [...] elles concernent des problèmes aussi actuels que la façon dont la classe ouvrière doit conduire sa lutte contre l'Etat bourgeois, le problème du pouvoir et de sa nature de classe, la signification de classe de la démocratie, même la plus "avancée", le problème des alliances du prolétariat, celui de sa direction révolutionnaire à construire, PARTI et INTERNATIONALE » (9).

GRUPE PUIG-ANTICH de PERPIGNAN

- (1) Le POUM fut créé en 1935. Il est né de l'alliance du Bloc ouvrier et paysan de (J. Maurin) et de la Gauche communiste (d'A. Nin), au mois de septembre.
- (2) Pierre Broué, militant trotskyste.
- (3) *La Révolution espagnole (1936 - 1939)*, n° 7-8, supplément à *Etudes marxistes*, Paris, 1969, p. 16.
- (4) André Nin, *Les anarchistes et le mouvement syndical*, Paris, 1923, S.E., 21 pages.
- (5) *La Batalla* (organe du POUM), 26 avril 1937.
- (6) *La Révolution prolétarienne* n° 248, Paris, 10 juin 1937.
- (7) Ignacio Iglesias, *Trotsky et la Révolution espagnole*, éditions du Monde, Lausanne, 1974, p. 17.
- (8) Ignacio Iglesias, Op. cit., p. 27.
- (9) *La Révolution espagnole (1936 - 1939)*, Op. cit., p. 10.

SOMMAIRE

- Page 1 : La meilleure défense c'est l'attaque.
- Page 2 : Lutte Ouvrière et la bombe.
- Page 3 : Social : Quand les mauvais coups pleuvent la grève générale s'impose.
- Page 4 : La Fasti en danger, chronique de l'immigration.
- Page 5 : Conférence de femmes à Pékin.
- Page 6 : Associations.
- Page 7 : Poésie et anarchie, lectures mexicaines.
- Page 8 : Regard anarchiste sur *Land and Freedom* le film de Ken Loach.